

# Le retour de la corvée royale

écrit par Gilles La Carbona | 29 novembre 2024



Un homme très chic descend les escaliers d'un hôtel particulier qui lui sert de bureau. Il pleut, un préposé lui tient un parapluie et chemine à côté de lui jusqu'à une voiture ou un autre employé lui ouvre la portière. L'homme très élégant y pénètre, au volant un chauffeur le conduira où il le désire.

**Cette scène ne se passe pas sous l'ancien régime ni même**

**dans une royauté, mais en France en 2024, cet homme si chic c'est Barnier, celui qui veut saigner un peu plus les Français au prétexte qu'il faut redresser des comptes nationaux que ses prédécesseurs ont coulés. C'est cet homme, nageant dans des privilèges d'un autre âge qui ose nous expliquer qu'il est nécessaire de ponctionner encore plus de richesses produites pour maintenir ce train de vie indécent. C'est cette méthode de travail, cette approche de la dette et des finances publiques que les Sénateurs, autres grands commis de l'Etat jugent pertinent, allant jusqu'à demander qu'un jour de corvée soit organisé pour les salariés et qu'ils puissent eux continuer à toucher environ 12 000 euros par mois, pour travailler d'octobre à juin et du mardi au jeudi...**

**Ce sont tous ces anciens premiers ministres qui perçoivent des salaires et des avantages qui coûtent à la nation à peu près deux milliards par an, ce sont toutes ces officines, cabinets conseils, commissions obscures, pour lesquelles des milliards sont déversés inutilement qu'il faut maintenir à flot au détriment des priorités élémentaires et que le budget de M Barnier exclut de revoir à la baisse ou de supprimer, optant pour le prélèvement et la taxation.**

**Ce sont toutes ces complaisances, ces entre-soi devenus hautains et méprisants, qui doivent cesser et dont les Français souhaitent se débarrasser : il n'en est nullement question.** L'excuse est toujours la même, le fonctionnement de la République ne s'en remettrait pas, il est donc indispensable que ces pseudo institutions perdurent pour le bien de tous, qui se résume à celui de ceux qui y sont employés grassement. Renflouer les caisses de l'Etat est possible, nous l'avons déjà écrit au RPF, tout en listant des pistes sérieuses en réorientant les affectations des recettes, en revenant à l'essentiel et en supprimant tout ce qui coûte sans apporter une plus-value.  **Mais pour parvenir à ce changement de cap encore faut-il en avoir la volonté,**

c'est-à-dire s'écarter de l'inféodation au système qui produit son propre poison, à savoir maintenir une structure inefficace et coûteuse au prétexte de plus de transparence ou de maîtrise des coûts : contrôler le contrôle. **Produire de plus en plus de gens qui ne produisent rien, pour surveiller ceux qui produisent.** Aberration des temps modernes pour la construction d'une société, réduite au servage pour une nomenklatura de type stalinien, telle que pensée et voulue par les mondialistes.

**C'est aussi aux citoyens d'imposer une autre façon d'envisager les futurs budgets, en faisant savoir à leurs élus qu'ils doivent désormais s'attaquer à ce genre de gabegie sous peine de perdre leurs sièges.** La menace est bien réelle et l'échéance n'est pas assez éloignée pour qu'ils n'y prêtent pas attention. Ils n'ont pas cinq ans tranquilles à faire ce qu'ils veulent et à nous laisser l'ardoise à la sortie. Quant à penser que renverser Barnier sur ce seul motif serait un crime de lèse-majesté qui conduirait au chaos, c'est fermer les yeux sur la situation telle qu'elle est et surtout telle qu'elle sera à l'avenir, car **les solutions proposées, tous en ont conscience et c'est cela le pire, ne résoudre rien car elles devront être reconduites et aggravées les années suivantes.** Il faut une vraie rupture et cela commence par censurer ce gouvernement et élaborer un budget qui prenne en compte les aspirations des Français et au besoin, demander par référendum si nous voulons plus d'impôts ou de taxes, ou supprimer tout ce qui ne sert à rien, les aides à la presse, les consultations aux cabinets privés, l'accueil débridé de migrants, l'aide à l'Ukraine, la folie décarbonée... y compris les privilèges des anciens présidents et Premiers ministres. **Tout le monde bien remarqué que si le niveau de prélèvement n'a jamais été aussi élevé, la quantité des services régaliens de base n'a jamais été aussi congrue : plus d'hôpitaux, plus d'école, plus de Poste, plus de tribunaux, plus de gendarmerie, plus d'entretien de l'existant... où passe tout notre argent ?**

Et si le sieur Barnier tremble et s'accroche par tous les moyens c'est surtout parce qu'il prend conscience qu'il pourrait terminer sa carrière sur une défaite cuisante, et pourtant, cela lui pend au nez depuis sa nomination ! Il savait bien que sans majorité, à part celle imaginée par Macron et ses amis, il ne pourrait pas manœuvrer. Il se doutait bien que le choix de Macron en faisait un Premier ministre totalement illégitime, et sa réaction nous laisse à penser qu'il le découvre aujourd'hui. C'est dire s'il est affûté et si la compréhension de la situation lui échappe, et c'est donc cet homme qui aurait les solutions pour nous sauver, lui qui a plongé sans réfléchir dans cet océan agité duquel il ne pourra pas sortir indemne ? Ou alors, il connaissait la situation et s'est imaginé qu'il allait rassembler, ou berner tout le monde, avec son air sérieux et son ton docte ? **C'est sans regret qu'il doit être censuré.**

Quant à ceux qui avancent l'argument du « Oui mais qui d'autre à sa place », il faut savoir que nous sommes dans un système verrouillé, qui ne permet qu'à ceux du système en place d'apparaître comme des remplaçants. Ce sont justement de situations intermédiaires qu'émergent des hommes nouveaux. **Personne n'est irremplaçable et le remplaçant est sans doute là, sous nos yeux et personne ne l'a encore vu.**

<https://rassemblementdupeuplefrançais.com.wordpress.com>

[https://t.me/R\\_P\\_France](https://t.me/R_P_France)

Par **Gilles La-Carbona** : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire